

ECONOMIE

ÉPREUVE COMMUNE : ORAL

Philippe ASKENAZY, Mathilde VIENNOT

Durée de préparation de l'épreuve : 1h30 heure

Durée de passage devant le jury : 30 minutes, dont 15 minutes d'exposé et 15 d'entretien

Type de sujets : question et ensemble de documents

Modalité du tirage : même sujet pour plusieurs candidats successifs

Documents autorisés : aucun

La calculatrice est autorisée

Les documents proposés dans les dossiers comportaient des tableaux, graphiques, extraits d'articles scientifiques, de presses, ou de rapports et parfois des illustrations (que le jury ne demandait pas de commenter en elles-mêmes). Le jury a, dans un esprit de convergence avec l'épreuve de dossier en sociologie, maintenu la pratique d'un dossier relativement court ne dépassant pas 8 pages.

Les présentations sont structurées avec une introduction détaillée et problématisée, un plan en plusieurs parties et une conclusion. Les règles formelles d'un exposé oral en temps limité sur documents ont été quasi-systématiquement respectées.

Comme les années précédentes, les thèmes proposés ont été variés et nécessitaient tous des raisonnements économiques mobilisant des outils économiques de base mais aussi des sources de données diverses. Ils portaient tous sur des questions économiques d'actualité prétextes pour aborder de multiples pans du programme.

Nous n'attendions évidemment pas des candidats qu'ils soient des spécialistes des sujets proposés. Les dossiers étaient suffisamment complets pour leur donner les définitions, les données ou les arguments pouvant manquer à leurs raisonnements. Des candidats ont cherché à enrichir leur présentation de faits ou idées non nécessairement présents dans les documents fournis pour traiter la question posée. De même la mobilisation, si elle est pertinente, de connaissances en sociologie, philosophie ou histoire et même cinématographiques ou littéraires, pour introduire, renforcer ou discuter des arguments économiques a été appréciée.

Certains sujets posaient une question précise, d'autres avaient une formulation plus ouverte. Par exemple, « Qui pâtit des sanctions économiques contre la Russie ? » pouvait s'aborder de différentes manières (« micro » via les consommateurs des différents pays, « macro » via le commerce international...). Les candidats ont su construire leur propre entrée principale dans le sujet.

Dans une majorité des cas, les exposés initiaux étaient intéressants. Mais la moitié de candidats n'ont pas présenté les documents, et près d'un tiers n'a pas mobilisé l'ensemble des documents lors de l'exposé. Parmi eux, un nombre bien trop important n'a pas traité la question posée : un sujet sur la biodiversité ne peut être fondu dans un exposé sur le changement climatique ; un sujet sur l'emploi des seniors n'est pas un sujet sur les réformes des retraites... D'emblée ces candidats hors sujet n'avaient que peu de chances d'obtenir une note correcte. Enfin quelques candidats ont présenté

spontanément au tableau, des graphiques, schémas ou équations malheureusement erronés ou absurdes.

La différenciation des candidats s'est accentuée avec leur capacité à répondre aux questions des membres du jury. Les questions avaient notamment pour fonction de vérifier que le candidat maîtrisait les idées et les concepts essentiels du sujet, insuffisamment développés voire non abordés par manque de temps, oubli ou ignorance. En particulier, les interrogations sur les documents du dossier non abordés par le candidat ont trop souvent révélé d'étonnantes erreurs de lecture et impasses ou l'incapacité de comprendre un graphique ou un tableau simple.

Des candidats ont également manqué de lucidité : par exemples, comment David Ricardo aurait pu commenter les réparations exigées à l'Allemagne après le premier conflit mondial ? Comment avec 14% de taux de pauvreté, la France ne pourrait compter que deux millions de pauvres ?

A l'inverse, la qualité d'un petit nombre de candidats a poussé le jury à poser lors de l'entretien des questions de plus en plus difficiles permettant de justifier une excellente note.

Au total, les prestations des candidats ont été très hétérogènes. Le niveau moyen est inférieur à celui de l'année dernière et même d'avant la réforme du concours (passage d'une heure à 1h30 de préparation) ; il est possible que certains candidats aient souffert d'une scolarité sous Covid depuis le bac. Avant d'acquérir des connaissances avancées, un très gros effort de maîtrise de définitions et notions de base est nécessaire. Quelques exemples qui ont concerné chacun plusieurs candidats :

- Ne pas confondre chiffre d'affaire et valeur ajoutée
- Connaître la structure du système de protection sociale français, et notamment celle de la Sécurité sociale
- Raisonner en réel n'est pas équivalent à raisonner en nominal
- Ne pas inverser courbes d'offre et de demande
- Apprendre à effectuer des calculs élémentaires notamment à manier les pourcentages

Sur le plan de la méthode :

- Proscrire le hors-sujet
- Présenter les documents et tous les mobiliser
- Ne pas mettre sur le même plan des documents de natures différentes, notamment des articles de presse et des travaux scientifiques
- Ne pas se limiter aux documents : il faut mobiliser les connaissances du programme
- Apprendre à lire un tableau ou un graphique simple

La lecture des rapports des années précédentes peut être également utile pour éviter une répétition d'erreurs comme attribuer à Engels, la loi d'Engel. De même, nous invitons les non-admissibles et les hypokhâgnes à venir assister aux oraux pour s'imprégner de l'exercice.

Enfin, si les classes préparatoires réduisent le champ des activités sociales, certains candidats semblent vivre comme hors du monde. Il est essentiel que les élèves suivent un minimum de l'actualité économique, sociale et politique. Cela leur permet d'entrer dans le sujet, d'illustrer les notions théoriques qu'ils développent. Connaître quelques ordres de grandeurs de variables économiques permet en outre de mettre en perspectives des statistiques des documents (pour la France : PIB, taux

de chômage, population, inflation, valeur du salaire minimum, taille approximative des principaux secteurs économiques, montant du RSA,...)

Liste des sujets :

- S'unir est-il toujours une bonne affaire ?
- L'économiste et la biodiversité
- Qui pâtit des sanctions économiques contre la Russie ?
- Le marché de l'art à l'heure des NFT
- « La santé n'a pas de prix »
- Une micro-entreprise est-elle une entreprise ?
- La monnaie peut-elle financer la transition environnementale ?
- Les séniors et l'emploi en France
- Mesurer l'indice des prix
- Qu'est-ce être pauvre en France ?